
Pour un « new deal » entre Communautés

Le socialisme a toujours eu quelque difficulté à se situer par rapport aux clivages qui ne correspondent pas le conflit de classes classique, l'opposition entre riches et pauvres. Le clivage communautaire peut être perçu, à tout le moins d'un point de vue théorique, comme un concurrent perturbateur du combat socioéconomique pour une égalité plus grande. Malgré tout, moyennant pas mal de peine et de temps, les socialistes flamands ont trouvé une plus grande sérénité dans leur relation avec le combat flamand pour l'émancipation. Certains socialistes et progressistes flamands restent des opposants « libéraux » ou des froids contempteurs du mouvement flamand pour l'autonomie alors que d'autres, situés à gauche, n'ont guère de peine à poser le lien intrinsèque et électoral, entre les composantes sociale et flamande du combat pour l'autonomie y compris en 2009. On peut dire que, à l'intérieur du SP.A, l'émancipation flamande est de moins en moins assimilée d'emblée à un mouvement a- ou antisocial. A fortiori si on peut s'arranger pour mieux mettre fin à la prédominance des bourgeois francophones de ce pays.

CARL DEVOS

Dans ce texte court, je vais aborder les hypothèses intéressantes formulées par Lechat et Carlier. Cette réaction rapide est très synthétique, et donc sans doute trop peu nuancée et insuffisamment fondée. Il ne s'agit que d'une modeste contribution au débat.

Hypothèse 1. Au cours de la dernière décennie, les socialistes flamands ont en effet souvent lié leur sort à celui de leurs camarades socialistes francophones. Ils l'ont fait pour des raisons doctrinales et stratégiques. Pendant la période de formation de coalitions symétriques, cette solidarité leur a donné une force de négociation extraordinaire. On présupposait en effet que le bon fonctionnement du modèle fédéral requérait une composition des gouvernements identique au niveau fédéral et à celui des entités fédérées. En Flandre, il existe un assez fort courant socioéconomique libéral. Le développement du socialisme ne fut pas évident dans une région longtemps dominée par le catholicisme et le conservatisme. C'est pourquoi le premier Flamand socialiste a été élu en Wallonie.

C'est toujours un défi de persuader une région relativement riche et vivant dans le bien-être de la nécessité du socialisme. Pas étonnant donc que, en tablant sur le niveau belge, les socialistes flamands cherchaient appui et défense auprès de leurs camarades wallons. Les socialistes flamands n'étaient pas, et ne le sont sans doute toujours pas, certains qu'après la régionalisation des compétences socioéconomiques et de domaines adjacents, la nouvelle autorité flamande fonctionnerait « dans un sens socialiste ». Avec les nouvelles compétences, une Flandre gouvernée, par exemple par une coalition CD&V, Open VLD et LDD (Lijst Dedecker) ferait d'emblée autre chose que ce qui était dans les intentions du SP.A. C'est d'ailleurs pour une raison symétrique, mais inversée que, depuis le 11 juin 2007, Didier Reynders a refusé toute réforme de l'État avant les élections régionales du 7 juin 2007. Il veut en effet être sûr que le MR siègera dans le gouvernement wallon aussitôt que la Région wallonne acquerra de nouvelles compétences.

LE GRAND ÉCART DU SP.A

Hypothèse 2. Entre-temps, la connexion avec les camarades wallons et la défense de la protection fédérale sont apparues contre-productives. Électoralement, l'association avec le PS, vivement critiquée en Flandre, est plutôt choquante. De plus, la défense de la solidarité fédérale, dans et au-delà de la sécurité sociale, se heurte à des divergences de fond avec le PS. Le PS et le SP.A sont souvent sur des longueurs d'onde différentes. Le premier socialisme n'est pas le second, une région n'est pas l'autre. Dans un système fédéral absurde, sans partis ni médias fédéraux, il est inévitable que tous les partis prennent davantage en compte les particularités de leur région plutôt que la solidarité à l'intérieur des familles politiques belges en déliquescence.

De fait, cette situation place le SP.A dans une position très difficile : il doit garder un lien avec le PS en raison de la défense de la sécurité sociale fédérale, bien qu'il ait souvent d'autres conceptions à ce sujet. Pour des raisons idéologiques, le SP.A est favorable à une sécurité sociale forte, comme son homologue. Par conséquent, il est considéré comme trop peu flamand par bien des Flamands. D'un autre côté, le SP.A veut et doit faire un bout de chemin dans le combat flamand pour l'autonomie et sera donc perçu, du côté francophone, mais aussi dans certains cercles de gauche, comme trop peu solidaire, trop « à droite », trop flamand.

Hypothèse 3. Attentif aux caractéristiques politiques, culturelles et socioéconomiques de sa région, le socialisme flamand n'est pas identique au wallon. Les socialistes flamands se sont davantage rapprochés du marché libre et du libéralisme que le PS. C'est un des nombreux facteurs explicatifs des difficultés que le SP.A traverse actuellement. Pourtant, à mon avis, cette « contamination » n'explique pas l'adoption par le SP de la plupart — pas toutes ! — des résolutions flamandes de 1999. Cette acceptation était davantage due au pragmatisme électoral — le SP.A ne peut être le mauvais Flamand — et

à la conviction des socialistes flamands selon laquelle la mise en œuvre de ces résolutions bénéficierait à tous les Belges. Comme on l'a dit, la relation du SP.A au mouvement flamand pour l'autonomie est devenue plus paisible, même si elle n'est pas exempte de problèmes. Or, ce n'est pas facile à gérer pour les socialistes flamands, parce que ce mouvement promeut l'autonomie d'une région plus riche par rapport une plus pauvre. Pour cette raison, le SP.A répète souvent son plaidoyer pour le maintien de la solidarité, y compris la sécurité sociale fédérale.

Hypothèse 4. Le SP.A appuie sans réserve la vision de la langue comme clé d'intégration et de progrès social qui a cours en Flandre. Selon cette vision, le manque de connaissance de la langue est en effet un mécanisme d'exclusion et d'isolement. À partir de là, le SP.A peut souscrire au « *wooncode* » flamand en tablant sur le fait que la promotion sociale est bien plus difficile sans connaissance de la langue. Cette considération de la langue comme moyen de promotion sociale amène à réconcilier les composantes culturelles et linguistiques traditionnelles et les composantes socioéconomiques du mouvement flamand pour l'émancipation. Selon celui-ci, l'actuelle distribution des compétences économiques, avec la loi de financement attenante, est un obstacle à la création et à l'accroissement d'un bien-être durable en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie.

UN PAYSAGE POLITIQUE MORCELÉ

Hypothèse 5. Le morcellement du paysage politique belge, et surtout flamand, est grand. Du côté flamand, la gauche se partage entre le SP.A, Groen! et des composantes du CD&V (c'est-à-dire l'ACW). En outre, dans l'Open VLD et le SLP (Sociaal-Liberale Partij), on trouve aussi des progressistes et des libéraux de gauche qui, à certains points de vue, sont à ranger à gauche. En Flandre, cette dernière est divisée. Peut-être plus que la droite et les forces conservatrices. À l'heure actuelle, la chance qu'un gouvernement rassemblant CD&V, SP.A et Groen! atteigne la majorité requise semble inférieure à celle d'un attelage composé du CD&V, de l'Open VLD et du LDD. En Flandre comme ailleurs, le socialisme est sur la défensive.

Les familles politiques s'affaiblissent, sans espoir de restauration. C'est une illusion de penser qu'elles pourraient se renforcer ou se reconsolider à rebours des tendances existantes. Peut-être une circonscription fédérale peut-elle y changer quelque chose, mais ce n'est pas sûr. Ce n'est d'ailleurs pas son principal mérite. Si une telle circonscription fédérale est indispensable, c'est en effet en raison du déficit démocratique de la Belgique fédérale.

Le point de référence du SP.A est la Flandre, celui du PS est la Belgique francophone. Ces partis travaillent et évoluent dans des mondes séparés, où ils sont — à défaut d'espace politique fédéral — évalués et sanctionnés. On ne veut pas dire par là qu'il ne faut pas se donner la peine de s'investir dans la re-

lation entre PS et SP.A, au contraire. Ce qui est important, c'est d'être au clair sur le but d'une telle entente.

Il ne s'agit pas de reconstituer les familles politiques, mais de favoriser la communication et la compréhension réciproque entre les familles socialistes des deux côtés de la frontière linguistique, afin qu'elles puissent tenir compte l'une de l'autre autant que possible, à tout le moins se comprendre ou s'évaluer correctement.

LA VISION PROPRE DU SP.A

Notamment en vue de travailler à l'indispensable reconstruction du modèle fédéral belge, délabré et usé. Ce modèle n'est plus tenable. Élaborer un budget fédéral, ce ne sera plus longtemps possible, en raison de l'évacuation des moyens vers les entités fédérées et des besoins de financement coûteux, notamment à cause du vieillissement. Le partage des compétences est morcelé, il y a double emploi et manque d'efficacité. L'autorité fédérale assume des tâches qui relèvent par nature des entités fédérées. En Flandre, on dit souvent que c'est pour les francophones une façon de maintenir à l'échelon fédéral des compétences qui relèvent en fait des entités fédérées. Le modèle fédéral suscite beaucoup de défiance. Depuis des années, du côté flamand, s'est construite une pression communautaire qui doit trouver un exutoire dans des réformes, de préférence de façon contrôlée. La minorité francophone y met son veto et tente, pour des raisons compréhensibles, d'infléchir autant que possible la réforme à son propre avantage. Par la force des choses, il faut tenir compte des intérêts francophones, mais le blocage actuel ne sera plus longtemps tenable. Il ne fait que renforcer les extrêmes.

Dans ce climat difficile d'opposition des tendances, le SP.A a essayé de développer sa propre vision, qui pourrait peut-être constituer le point de départ d'une approche socialiste commune du modèle belge. Dans la note « *Een sociale staatshervorming*¹ », il a formulé des lignes de force claires qui donnent forme à sa vision de la structure de l'État. Elles introduisent à une série de propositions concrètes de réformes qu'il n'y a pas lieu de traiter ici. La note intervenait à l'issue d'une discussion à la suite des divergences internes concernant la position du SP.A par rapport à la question communautaire. Dans cette note, les socialistes flamands plaident pour une intéressante combinaison d'un agenda de protection fédérale et d'un agenda d'investissement régional. Selon le SP.A, la réforme de l'État est un *new deal* entre Communautés, Régions et autorité fédérale, qui devrait permettre aux différentes autorités de se focaliser sur leurs tâches essentielles. On peut lire dans la note que « tous les gouvernements doivent être renforcés pour exécuter un agenda social ».

Les entités fédérées doivent, de concert avec les autorités locales, investir davantage dans l'humain et la connaissance, en matière d'orientation du mar-

¹ Voir la traduction française de ce texte sur la page internet de Franck Vandenbroucke sur le site de la Région flamande : <http://www.vlaanderen.be/servlet/Satellite?c=Article_C&cid=1225260064000&pagename=minister_frank_vandenbroucke%2FArticle_C%2FArticlePageMIN&lang=NL>.

ché du travail, d'enseignement, de durabilité écologique et de développement économique. Cela doit stimuler une croissance durable, de nature à diminuer les charges de l'autorité fédérale, par exemple en ce qui concerne le versement des allocations de chômage, et accroître les recettes fiscales, par exemple sur la base des cotisations sociales. En sorte que le niveau fédéral dispose de moyens supplémentaires pour renforcer la protection sociale en faveur de tous les Belges. Les entités fédérées investissent dans le facteur humain pour mettre les gens au travail, la tâche principale de l'autorité fédérale étant de protéger ceux-ci socialement. Dans ce schéma, le volet financier est crucial : l'autorité fédérale obtient un « dividende » durable qui provient de la politique d'investissement des entités fédérées dans le social. En même temps, les entités fédérées doivent être efficaces et efficientes dans leur agenda d'investissement social. Pour y arriver, dit encore la note du SP.A, il faut ajouter à la loi de financement une annexe concernant l'« impulsion financière liée aux résultats ». Ainsi, via une rétribution financière, chaque niveau d'autorité a intérêt à réaliser les objectifs. Dans ce cas de figure, il ne pourrait plus y avoir de « transfert durable entre les entités, au contraire ». Une telle impulsion financière devrait, par exemple, exister pour, surveiller annuellement le taux de chômage dans chaque Région et attribuer un bonus quand l'objectif convenu est atteint eu égard à l'accroissement du chômage de longue durée dans l'ensemble du pays. Les Régions recevraient ainsi un financement proportionnel à la diminution durable du chômage ou du nombre de prépensionnés.

La lecture de cette note laisse ouvertes des questions qui ont trait à la façon dont les socialistes flamands se positionnent face à de nombreux thèmes du débat communautaire. En outre, bien des propositions restent élémentaires et insuffisamment travaillées. Mais cette note livre quand même quelques idées forces sous-jacentes à la position du SP.A dans la difficile position d'équilibre où celui-ci est placé. Ce parti ne met pas la solidarité interpersonnelle en question.

DES SOCIALISMES DIFFÉRENTS

Diverses suggestions de Lechat et Carlier sont défendables, comme l'attitude positive par rapport au fédéral, une gouvernance de Bruxelles orientée vers un bilinguisme accru, une circonscription fédérale ou le principe de la responsabilité comme contrepartie à la solidarité. Cette dernière ne va pourtant pas sans engagement : la responsabilité reste lettre morte tant qu'on ne s'est pas accordé sur une définition des conditions de la solidarité. Le déficit de responsabilité doit avoir le cas échéant des conséquences sur les mécanismes de solidarité.

Les frontières des entités fédérées, y compris celles de la périphérie bruxelloise, doivent en effet être fixées. Toute minorité doit être protégée à l'intérieur de ses frontières. Un référendum local portant sur l'appartenance à l'une ou l'autre entité fédérée est néanmoins exclu. Une telle pratique serait contradic-

toire avec la stabilité des frontières des entités fédérées. Pourquoi organiser un référendum aujourd'hui et plus jamais par la suite? Après une dizaine d'années, d'autres communautés pourraient aussi demander un référendum. Dès que l'on saura que cette possibilité existe, elle va elle-même poser problème. En outre, la décision d'appartenir à telle ou telle entité n'est pas une compétence locale. Les habitants des communautés ne peuvent pas non plus se prononcer sur le (non-)paiement des impôts fédéraux ou régionaux. Cette compétence ne relève pas de l'autonomie locale.

Il semble ainsi qu'un socialiste peut avoir une opinion différente de celle de son vis-à-vis sur les questions institutionnelles. Cela n'en fait pas un meilleur socialiste. Il n'y a à ce sujet pas de front socialiste. C'est sans doute une illusion de penser que les socialistes de Flandre et de Belgique francophone devraient avoir une même et identique vision du modèle fédéral et de la réforme de l'État du fait qu'ils sont tous socialistes. Il est plus important de se mettre à la recherche d'autant de convergence que possible. Le « *new deal* » concernant la division sociale du travail à l'intérieur du modèle fédéral offre peut-être un point de départ. ■

Traduction : Paul Gérardin